

# Offensive chinoise en Afrique

Tanguy Struye de Swielande



NOTE D'ANALYSE 3

# **Note d'Analyse 3**

Tanguy Struye de Swielande  
**Offensive chinoise en  
Afrique**

Avril 2009



## **Parues précédemment**

Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, La piraterie maritime : un nouveau rapport de forces dans l'Océan indien ?

Tanguy STRUYE DE SWIELANDE, La Chine et le « Soft Power » : une manière douce de défendre l'intérêt national ?

Téléchargeables depuis <http://www.uclouvain.be/265598.html>.



# Note d'Analyse 3

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : [Tanguy.Struye@uclouvain.be](mailto:Tanguy.Struye@uclouvain.be)

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.











Docteur en sciences politiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'Université catholique de Louvain, aux Facultés universitaires catholiques de Mons et à l'École Royale Militaire. Il est également coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union européenne-Chine » et chercheur au Centre d'Études des crises et des conflits internationaux (CECRI). Ses domaines de compétence sont la politique étrangère et de sécurité des Etats-Unis, la géopolitique, la géoéconomie et les grandes puissances.







## Introduction

Depuis plus d'une décennie on observe, dans le chef des grandes puissances, un regain d'intérêt pour le continent africain. Si les États-Unis ont fait un retour remarqué à la fin des années 90, ils sont loin d'être les seuls à avoir réinvesti cet ensemble régional. En effet, des pays tels que le Japon, l'Inde et, plus encore, la Chine ont accru leur présence dans ce qui constituait il y a peu encore le « pré-carré historique » européen. La « conquête » de l'Afrique, riche en matières premières (pétrole, or, cobalt, bois, uranium) constitue, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, un enjeu majeur. Le continent est, en outre, au cœur d'un jeu d'influence de plus en plus agressif et ce souvent au détriment des pays africains eux-mêmes. L'échiquier africain est devenu un vrai jeu de go, chaque grande puissance essayant de s'y profiler notamment la Chine.

Quelques chiffres illustrent ce propos. En 2007, la Chine a plus de 900 projets et plus de 800 entreprises sur le continent, 16 000 personnes dans le secteur médical a offert plus de 20 000 bourses et formé plus de 17 000 cadres africains<sup>1</sup>. En 2008, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique dépassent les 106 milliards de dollars<sup>2</sup>. Avec l'Angola par exemple, les échanges ont atteint plus de 25 milliards de dollars en 2008 et ceux avec l'Afrique du Sud (où réside plus de 300 000 chinois) sont passés de 800 millions de dollars en 1998 à 11 milliards de dollars en 2007. La Chine est aujourd'hui le troisième partenaire commercial de l'Afrique après les États-Unis et la France.

Si la politique de l'Empire de Milieu s'attache principalement au volet économique, elle est plus complexe et davantage nuancée, qu'il n'y paraît à prime abord.

## 1. Enjeux économiques

Dans les relations économiques avec le continent africain, le pétrole occupe une place prépondérante. Un tiers du pétrole importé par la

<sup>1</sup> Ramachandran, S., « India pushes people power in Africa », in *Asia Times*, 13 July 2007.

<sup>2</sup> Les exportations chinoises vers l'Afrique ont représenté 50,84 milliards de dollars (appareils électriques, textile, acier) les importations, principalement des matières premières, ont totalisé 56 milliards de dollars.

Chine vient en effet du continent africain<sup>3</sup> et les grandes compagnies pétrolières – CNPC, CNOOC et Sinopec<sup>4</sup> – sont fortement représentées. En 2004 un accord est ainsi défini entre l'algérien Sonatrach et le groupe chinois CNPC. CNOOC non seulement conclut plusieurs contrats d'exploitation avec le Nigéria<sup>5</sup>, mais également avec l'Angola, dont un tiers du pétrole part vers la Chine<sup>6</sup>. Un accord entre Sinopec et le ministère des hydrocarbures gabonais a été conclu en 2005, lui permettant d'exploiter des gisements *off-shore*. La Guinée équatoriale signe avec une filiale de CNOOC, un contrat de partage de production pour un bloc en mer début 2006. Une partie des gisements du Soudan (principalement au Sud) sont exploités par un consortium dominé par les Chinois : GNPC. La Chine y a de surcroît construit un oléoduc de 1500 kilomètres chargé d'acheminer le pétrole du sud du pays jusqu'au terminal portuaire de Marsa al-Bashair, au bord de la Mer rouge. Pékin a investi plus ou moins 3 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière du Soudan (bassin d'El Muglad) et ce dernier lui fournit 7% du pétrole qu'elle consomme. En échange, Pékin vend des armes (en particulier des avions de chasse) au régime de Khartoum et le défend au Conseil de sécurité<sup>7</sup>. En septembre 2004, la Chine n'hésitera pas de cette façon à brandir la menace du veto à toute initiative visant à imposer des sanctions au Soudan pour les massacres commis au Darfour. A Nairobi, le Président chinois signe un accord en avril 2006 portant sur des licences pour l'entreprise CNOOC permettant la prospection du pétrole dans six blocs au large des côtes kenyanes. CNPC conclut début juin

---

<sup>3</sup> Si les importations de pétrole du continent africain correspondent à 30% des importations totales pétrolières chinoises, elles ne correspondent qu'à plus ou moins 5% de ses besoins énergétiques.

<sup>4</sup> China National Offshore Oil Company (CNPC), China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC), China National Petrochemical Corporation (CNOOC).

<sup>5</sup> L'achat de 45% des parts d'une concession pétrolière off-shore au Nigeria pour 2,7 milliards de dollars par la société chinoise CNOOC. La Chine s'engagera également à investir 4 milliards de dollars dans la raffinerie de Kaduna (au Nord) dans le cadre d'un projet d'accord portant sur quatre licences d'exploitation, dans la région du Delta.

<sup>6</sup> L'Angola fournit 20% du pétrole chinois. Cela étant le secteur en Angola est toujours dominé par les compagnies telles que Chevron, Total, BP ou ExxonMobil.

<sup>7</sup> Sous la pression internationale, Pékin a à partir de 2007 pris une position plus critique envers Khartoum, en essayant de la convaincre d'avoir une approche plus constructive envers la communauté internationale. La Chine a ainsi soutenu le déploiement d'une force européenne au Tchad.

2008 un contrat avec le Niger concernant les champs pétrolier d'Agadem et la construction d'une raffinerie et d'un oléoduc de 2 000 km. Sunpec est pour sa part présente à Madagascar. Ce ne sont que quelques exemples de la présence des sociétés chinoises en Afrique, qui se positionnent en particulier à l'Ouest et l'Est.

Une remarque s'impose toutefois. Si les compagnies chinoises sont fortement actives depuis quelques années, elles ont par rapport à la présence des sociétés nationales (Sonatrach, Libya's National Oil Company et Nigerian, National Petroleum Corporation) ou occidentales (Chevron, Total, PB, etc.) une part de marché assez réduite (moins de 10 %) <sup>8</sup>. Il est également important de mentionner que les entreprises chinoises agissent partiellement de manière autonome et sont en compétition comme d'autres compagnies, pour obtenir des parts de marché. Il serait donc dangereux d'y voir une politique uniquement coordonnée avec le pouvoir <sup>9</sup>.

La Chine, au-delà du pétrole et du gaz, manifeste un intérêt de plus en plus important pour les gisements miniers. A cet égard, le voyage début 2009 du président Hu Jintao dans des pays comme le Mali (or), le Sénégal (mines de fer, phosphate, pétrole de la Casamance) <sup>10</sup>, la Tanzanie <sup>11</sup> et l'île Maurice (où le groupe Tianli construira un complexe industriel et des hôtels de luxe) avait clairement un intérêt économique. D'autres exemples l'attestent. La Chine importe 85 % de son cobalt de la RDC <sup>12</sup>. Elle consomme la quasi totalité - 96 % - du bois brut africain exporté vers l'Asie. Pékin décroche des concessions de pêche : 50 % des bateaux de pêche enregistrés en Sierra Leone sont chinois <sup>13</sup>. La Chine

<sup>8</sup> Downs, E., « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », in *China Security*, Vol. 3, n° 3, Summer 2007, pp. 42 – 68.

<sup>9</sup> Bates, G., Reilly, J., « The Tenuous Hold of China Inc. in Africa », in *The Washington Quarterly*, Summer 2007.

<sup>10</sup> Le groupe chinois Henan est chargé de moderniser la ville de Touba. Huawei est présente dans les télécommunications. (Rodier, A., « Les Chinois à l'assaut des matières premières du continent noir », in *Le Figaro*, 10 février 2009).

<sup>11</sup> En Tanzanie, le chinois Chongqing Seed a acquis 300 hectares de terres pour cultiver du riz afin de l'exporter vers la Chine. (Rodier, A., « Les Chinois à l'assaut des matières premières du continent noir », in *Le Figaro*, 10 février 2009).

<sup>12</sup> 34% des réserves mondiales connues de cobalt

<sup>13</sup> Cros, M-F, « Le nouvel ordre chinois en Afrique », in *La Libre Belgique*, 26 avril 2006.



s'intéresse également à l'uranium du Niger (10 % de la production mondiale d'uranium) à travers la présence de la *China Nuclear International Uranium Corporation*. Ce n'est guère étonnant vu l'importance du développement de l'énergie nucléaire en Chine. Cette dernière achète encore toutes les batteries usagées du Kenya pour en prendre le plomb. Au Gabon les Chinois exploitent les mines, construisent un port minéralier, des routes pour acheminer le minerai et un barrage hydroélectrique<sup>14</sup>.

La Chine est toutefois confrontée à un problème à ne pas sous-estimer : la majorité des gisements prolifiques sont dans les mains des sociétés occidentales. Il ne reste souvent que les seconds choix. Face à ce problème Pékin a trois choix : veiller à ce que les pays africains renégocient les contrats déjà attribués en faveur cette fois-ci des Chinois, obtenir la majorité des parts des sociétés minières africaines et enfin racheter des entreprises occidentales pour pénétrer les marchés. Quelques exemples illustrant ces propos. Le groupe Forrest International, investisseur et employeur privé important en RDC conclut en février 2008 un accord de rétrocession à la société congolaise Gécamines (propriétaire du sous-sol congolais et partenaire obligé des sociétés occidentales)<sup>15</sup> de deux gisements de minerai<sup>16</sup> de la province du Katanga (Machamba et Kikuluwe), qui ne devaient pas être exploités avant 2020. En échange, Katanga Mining (propriété à hauteur de 24,5% du groupe Forrest) recevra, au plus tard en 2015, soit des gisements de cuivre et de cobalt soit un versement de 825 millions de dollars. L'exploitation des deux gisements en question est confiée à des entreprises chinoises, qui en échange s'engageront dans des travaux publics<sup>17</sup>. Des sociétés chinoises, telles que Anhua Mining Investment, Titan Mining ou Covec ont conclu des *joint-ventures* avec des sociétés

<sup>14</sup> A la suite de la crise économique on observe de la part de la Chine un certain retrait du continent. Dans la région du Katanga par exemple plus de 80% des mines auraient cessé d'être exploitées. En raison de la chute des prix des matières premières, l'exploitation est de moins en moins rentable et les entrepreneurs chinois ( et autres) ont quitté le navire laissant sans emploi de nombreux ouvriers congolais et chinois («China sluipt weg uit Congo», in *De Standaard*, 9 maart 2009).

<sup>15</sup> Duteil, M., « La conquête de l'Afrique », in *Le Point*, 20-27 décembre 2007, p. 206.

<sup>16</sup> Lesquels appartenaient à Katanga Mining.

<sup>17</sup> « La Chine avance ses pions », in *Afriquecentraleinfo*, février 2008.

locales congolaises, en particulier dans la région du Katanga<sup>18</sup>. Mais les Chinois sont également actifs dans le secteur minier officieux (mines illégales) et de plus en plus comme négociants, évinçant les intermédiaires congolais<sup>19</sup>. Enfin, Chinalco projette de racheter de 15 à 49,75% des parts du groupe anglo-australien Rio Tinto.

Dans de nombreux pays africains, la Chine finance par ailleurs des travaux publics (routes, stades, palais, etc.) par le biais entre autres de la société *Beijing Urban Construction Group*<sup>20</sup>. En Algérie, ce sont les entreprises chinoises qui construisent des immeubles de logement et l'aéroport Boumediene. En RDC, la réfection de l'axe routier qui relie la capitale du Katanga à la Zambie et qui se prolonge vers l'Afrique du Sud et la Tanzanie est également construite par les Chinois. La société CNCCTPC est fortement ancrée en RDC et construit de nombreuses routes : Béni/ Komanda, Béni/Kisangani, aéroport de N'Djili-Kinshasa, etc.

La Chine finance encore la ligne ferroviaire de 1300 km, qui relie l'Est à l'Ouest de l'Angola. Elle y construit l'aéroport de Luanda, des hôpitaux, des infrastructures électriques et télécommunications<sup>21</sup>. A Brazzaville, routes, voies ferrées, infrastructures, immeubles sont bâtis par les sociétés chinoises. Le barrage de Merowe au Soudan et la centrale électrique de Kafue Gorge en Zambie, de même<sup>22</sup>. Sur l'île Maurice, les Chinois ont consenti un prêt à taux préférentiel de 260 millions de dollars pour l'extension de l'aéroport.

Depuis peu, les entreprises chinoises investissent également dans deux autres secteurs prometteurs : les télécoms et le secteur bancaire.

<sup>18</sup> Vircoulon, Th., « La Chine, nouvel acteur de la reconstruction congolaise », in *Afrique contemporaine*, n°227, 3/2008, p. 108.

<sup>19</sup> *Ibidem*, p.114.

<sup>20</sup> Niquet, V., « La stratégie africaine de la Chine », in *Politique étrangère*, n°2, 2006.

<sup>21</sup> Il existe des tensions entre les autorités angolaises et chinoises en raison de la non-exécution des contrats par les sociétés chinoises. En conséquence, Luanda se tourne à nouveau vers les Européens et les Américains. Pour une analyse approfondie de la relation entre la Chine et l'Angola, cf Indira Campos and Alex Vines, « Angola and China, A Pragmatic Partnership », June 4, 2008 (www.csis.org).

<sup>22</sup> Bates, G., Reilly, J., «The Tenuous Hold of China Inc. in Africa», in *The Washington Quarterly*, Summer 2007.

Concernant ce dernier la banque chinoise ICBC est aujourd'hui actionnaire à hauteur de 20% de la banque sud-africaine Standard Bank, cette dernière étant fortement ancrée sur le continent. Pour Philippe Richer « ICBC détient désormais un nouveau canal d'intervention et une expertise locale qui lui faciliteront d'une part l'accès aux matières premières et d'autre part le développement d'activités bancaires (assurances, marché des actions,...) »<sup>23</sup>.

Toujours dans le domaine économique, l'Empire du Milieu établit des zones économiques spéciales, - zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine, la Zone de Coopération économique et commerciale Guangdong au Nigeria et la zone franche de Lekky à Lagos, au Nigeria, la zone économique Egypte-Suez et le Park industriel orient de l'Ethiopie- permettant aux compagnies chinoises de s'installer à des conditions avantageuses<sup>24</sup>. Devraient encore suivre : Dar es-Salaam et l'île Maurice. Pékin a enfin tissé un réseau dense de structures d'échanges centré sur l'existence d'une quarantaine de délégations commerciales et de chambres de commerce sino-africaines. Et il est intéressant d'observer que de nombreuses initiatives se nouent en ce qui concerne la Chine au niveau des provinces et des municipalités. La province de Guangdong a par exemple conclu des contrats avec la région du Katanga peu après l'arrivée au pouvoir de L. Kabila. D'autres exemples concernent le Nigéria et l'Angola<sup>25</sup>.

Au-delà de ces enjeux économiques directs, la Chine procure aussi une aide financière importante. Ces dernières années la Chine aurait fourni plus de 6 milliards de dollars d'aide. Et selon l'ouvrage *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*, publié en 2007 par la Banque Mondiale, la banque chinoise Export-Import (Exim Bank) a octroyé ces dernières années des prêts atteignant un montant de plus de 12 milliards de dollars dans le développement des infrastructures. Elle opère des prêts concessionnels<sup>26</sup> depuis 1995: « *The concessional loan program generally*

<sup>23</sup> Richer, Ph, *L'offensive chinoise en Afrique*, Karthala, 2008, pp. 119-120.

<sup>24</sup> Pour plus de détails cf. Davies, M.I., « Special Economic Zones », in Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Brookings Institution Press, Washington DC, 2008, pp. 143-150.

<sup>25</sup> Alden, C. ., *China in Africa*, Zed Books, London, New York, 2008, p. 29.

<sup>26</sup> Prêts non assortis des conditions traditionnellement exigées par les banques commerciales et autres prêteurs à l'égard de l'emprunteur en matière de garanties.

*raises funds for its loans on domestic and foreign capital markets, much as the World Bank does for its IBRD loans. The interest rate on the foreign aid concessional loans is officially subsidized by the government through the foreign assistance budget* »<sup>27</sup>. Certains contrats sont obtenus de cette manière à perte par les sociétés chinoises (car subsidiées e.a. par l'Exim Bank,) mais leur permettent d'obtenir des parts de marché et de s'implanter dans un pays. Ce qui inquiète cependant la Banque mondiale et le FMI est le protocole signé en septembre 2008 entre la RDC (pour qui la Chine est le troisième partenaire commercial) et l'Exim Bank, portant sur un prêt de 9 milliards de dollars pour la réalisation de travaux d'infrastructure et la relance de l'exploitation minière, partiellement remboursable en titres miniers<sup>28</sup>. Une clause du contrat prévoit en outre qu'en cas de baisse importante des cours de matières premières, la RDC assurera le paiement du manque à gagner chinois<sup>29</sup>.

- septembre 2007, un protocole d'accord conclu entre la République démocratique du Congo et un consortium d'entreprises chinoises composé principalement de Sinohydro corporation, Exim Bank of China, China Railway Engineering Corporation.
- Objectif: construction de routes bitumées
- Financement par société de joint-venture (Socomin société congolaise minière) sous forme d'une société mixte de droit congolais regroupant d'une part les entreprises chinoises membres du groupement pour **68 %** du capital et d'autre part des entreprises congolaises désignées par le gouvernement pour **32 %** du capital.
  - exploiter des ressources minérales pour des gisements déterminés, à savoir le cuivre, le cobalt et l'or.
- Procédure
  - Dans la première étape, la totalité du résultat d'exploitation servira au remboursement et à l'amortissement de l'investissement fait dans le secteur de l'extraction minière.
  - Dans la seconde étape, 66 % du bénéfice net du résultat d'exploitation sera utilisé pour le remboursement des travaux d'infrastructure précités, le solde de 34 % du bénéfice net étant distribué proportionnellement entre les parties.
  - Dans une troisième phase, c'est-à-dire après que le remboursement a été accompli, le bénéfice d'exploitation sera réparti entre les actionnaires en fonction de leur participation au capital de la société.

Source : « Accord inventif entre la Chine et la RDC », in *L'Echo*, 16 avril 2008

<sup>27</sup> Brautigam, D., « China's African Aid, *Transatlantic Challenges* », International Development Program, School of International Service, American University, Washington, DC April 2008, p. 14.

<sup>28</sup> « La Chine avance ses pions », in *Afriquecentraleinfo*, février 2008.

<sup>29</sup> Cros, M.-F., «Le contrat Chine-Kinshasa sera-t-il renégocié? », in *La Libre Belgique*, 13 février 2009.

Outre l'Exim Bank, il existe le Fonds de développement sino-africain, lancé en avril 2007, qui devrait être doté dans les années à venir de 5 milliards de dollars et est contrôlé par la *China Development Bank*. Ce fond est ouvert aux sociétés chinoises et leurs partenaires (joint-ventures) étrangers. Il donnera l'occasion aux entrepreneurs africains de coopérer avec des entrepreneurs chinois<sup>30</sup>. Pour Mbaye Cisse, cependant « *la politique d'investissement mise en place par Pékin n'est pas du tout neutre. Elle vise à créer les conditions d'expansion et d'exportation des firmes chinoises sur le continent africain (...) L'appel d'offre pour la réalisation de ses marchés est souvent favorable aux entreprises chinoises soumissionnaires en raison de leur capacité à importer la main d'œuvre de leur pays. (...) La boucle est bouclée, car Pékin retrouve indirectement une partie de sa mise initiale à travers ses entreprises de Bâtiment et Travaux Publics (BTP), se fait rembourser son prêt par les Etats débiteurs tout en donnant du travail à ses ressortissants* »<sup>31</sup>.

## 2. Pays africains : enthousiasme ou méfiance ?

La position des pays africains face à la présence chinoise est ambiguë. D'une part il y a l'aveuglement face aux investissements massifs chinois et la concurrence qui aujourd'hui brise le monopole des anciens colonisateurs, ce qui permet aux gouvernements africains d'opposer les grandes puissances les unes contre les autres en leur faveur. L'autre avantage pour les pays africains par rapport aux Américains et aux Européens, réside dans le fait que Pékin ne se préoccupe pas des affaires internes (bonne gouvernance, droits de l'Homme, démocratie, etc.) de ces pays<sup>32</sup>. Comme le remarquera le sous-secrétaire d'État américain adjoint aux affaires africaines, M. Michael Ranneberger, en juillet 2006 devant la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants: « *La Chine a une influence croissante sur le continent africain, et on peut craindre qu'elle ait l'intention d'aider les dictateurs africains, d'obtenir une*

<sup>30</sup> Brautigam, D., « China's African Aid, *Transatlantic Challenges* », International Development Program, School of International Service, American University, Washington, DC April 2008, p. 17.

<sup>31</sup> Cissé, M., « L'affirmation d'une stratégie de puissance: la politique africaine de la Chine », CID, 2007 ([www.diploweb.com](http://www.diploweb.com))

<sup>32</sup> Cela étant Européens et Américains ne sont pas toujours très regardants dans leurs relations avec certains régimes africains. Prenons l'exemple de la France et son soutien aux présidents Idriss Déby du Tchad, Omar Bongo du Gabon ou Paul Biya du Cameroun.

*mainmise sur les richesses naturelles précieuses de l'Afrique et de détruire la plupart des progrès que les pays africains ont réalisés ces quinze dernières années en matière de démocratisation et de gestion des affaires publique »<sup>33</sup>.*

A côté de l'enthousiasme de nombreux gouvernements africains, une certaine méfiance se fait sentir en raison du coût économique et social sur le long terme. Les entreprises chinoises sont accusées d'inonder les marchés locaux avec des contrefaçons ou des produits de mauvaise qualité, notamment dans le domaine du textile et celui des mobylettes, nuisant aux entreprises du continent. Les boutiques chinoises inondent de nombreuses villes africaines, pour concurrencer directement les marchés locaux. Plus de 30 000 chinois seraient aujourd'hui installés en Algérie (restaurants, textiles). Au Cameroun, les vendeurs des beignets (tradition locale) sont concurrencés par les vendeurs chinois.

Il y a une main-d'œuvre chinoise importante sur le continent, la Chine faisant très peu appel aux emplois locaux. De nombreux contrats chinois sont d'ailleurs accompagnés d'une clause exigeant que 70% des travaux soient exécutés par des ouvriers chinois. Ces derniers vivent dans des campements fermés, ce qui réduit le contact et donc le commerce avec les populations locales. L'agence de presse Xinhua estimait qu'en 2007, 750 000 chinois vivaient ou travaillaient pour certaines périodes sur le continent africain. La Chine a en outre été accusée de faire appel à des prisonniers ou des conscrits pour ses travaux. Les sociétés chinoises ont également la réputation de faire peu de cas des conditions de travail des ouvriers locaux. Par le passé, il y a eu des tensions entre Chinois et Africains entre autres au Sénégal, en Zambie<sup>34</sup> et en Afrique du Sud. Depuis quelques années, que ce soit au Soudan, au Nigéria, en Somalie ou en Ethiopie, des ouvriers chinois ont été enlevés et/ ou tués. A la suite de ces différents événements les autorités chinoises ont imposées certaines régulations imposant le respect des travailleurs, des coutumes,

<sup>33</sup> Fisher-Thompson, J., « La Chine ne constitue pas une menace pour les Etats-Unis », in *Washington File*, juillet 2006.

<sup>34</sup> En 2005, des ouvriers zambiens perdront la vie dans une mine de cuivre à Chambishi dirigée par des Chinois. Cet incident entraînera des tensions entre la population locale et les Chinois sur place.

des standards internationaux, etc<sup>35</sup>. La mise en pratique laisse toutefois à désirer. Un dernier problème se situe au niveau de l'environnement. De nombreuses organisations s'inquiètent de la dégradation de ce dernier : contamination des eaux, déforestation, etc.

### 3. Softpower...

Face à ces charges et aux accusations de piller l'Afrique, la Chine s'adapte très rapidement. Elle recourt de plus en plus à la puissance douce. Si la politique officielle de la Chine est celle de la « non-ingérence »<sup>36</sup> en Afrique, elle prend conscience qu'elle doit tenir compte de certaines réalités et donc exerce parfois certaines pressions sur ses alliés (Soudan<sup>37</sup>, Zimbabwe<sup>38</sup>). Elle a dès lors une attitude plus constructive que par le passé. En janvier 2006, Pékin a publié son *Livre blanc sur la politique africaine de la Chine* qui reprend de grands principes généraux dont la nécessité de maintenir un dialogue constructif. Depuis 2000 le *Forum on China-Africa Cooperation* (FOCAC)<sup>39</sup> est organisé tous les trois ans. Lors du dernier forum en 2006, la Chine s'engagera à créer le fonds de développement pour l'Afrique, doté de 5 milliards de dollars<sup>40</sup> et annoncera l'annulation de la dette pour un montant de 1,4 milliards de dollars<sup>41</sup>. Le *Beijing Action Plan* (2007–2009) met pour sa part l'accent sur

<sup>35</sup> Bates, G., Reilly, J., «The Tenuous Hold of China Inc. in Africa», in *The Washington Quarterly*, Summer 2007.

<sup>36</sup> Pour le Premier ministre Wen : « *We believe that people in different regions and countries, including those in Africa, have their right and ability to handle their own issues* ». (Cité dans W. Jiang, « China's Emerging Partnerships in Africa », Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Brooking Institution Press, Washington DC, 2008, p. 55).

<sup>37</sup> Pour Erica Downs : « *La Chine est face à un dilemme aigu, car Pékin doit améliorer sa réputation internationale en arrachant à Khartoum une solution pour le Darfour sans rendre pour autant le pays trop stable et faciliter le retour des majors occidentales, ce qui fragiliserait la position des sociétés chinoises* ». (Cité dans Michel, S., Beuret, M., *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008, p. 279.)

<sup>38</sup> En 2006, la Chine était le second partenaire commercial du Zimbabwe. Ce dernier exporte surtout du tabac, du nickel vers la Chine. Pékin, a travers une trentaine d'entreprises exploite et rénove les mines e.a. de charbon et de chrome. (Lafargue, F., « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique australe », in *Afrique Contemporaine*, n°222, 2/2007, pp. 168-169).

<sup>39</sup> Le premier aura lieu en 2000 et le second en 2003.

<sup>40</sup> Cf. *Supra*

<sup>41</sup> De manière générale, il est très difficile de déterminer l'importance de l'aide chinoise au continent africain. Les chiffres restent très opaques. Cf. pour plus de détails : Chaponnière, J.-



le dialogue politique (à un haut niveau), sur des mécanismes de coopération et de consultation (au niveau judiciaire, au niveau des organisations régionales et subrégionales), encourage la coopération économique (agriculture, énergie, sciences et technologies, entreprises), le développement des infrastructures, l'éducation, la santé, les relations *people to people*, etc.

La Chine est aujourd'hui le pays qui a la plus grande représentation diplomatique (ambassades, consulats, diplomates) sur le continent. Le président Hu Jintao visitera pas moins de 17 pays africains durant la période 2006-2007. En 2009, selon la tradition de ces dernières années, le premier voyage à l'étranger du leader chinois sera d'ailleurs en Afrique. Quant aux Instituts Confucius, ils prolifèrent sur le continent (Egypte, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, etc.) Les universités africaines organisent de plus en plus de cours pour apprendre le Chinois. La Chine ouvre également des dispensaires et des hôpitaux. La Chine a offert fin 2008 de construire à ses frais (pour un montant de 120 millions de dollars) le quartier-général de l'Union africaine. Elle octroie encore de nombreuses bourses à des étudiants africains pour venir étudier en Chine.

La diaspora chinoise joue dans certains cas un rôle important. Par exemple sur l'île Maurice, il y a 30 000 chinois (3% de la population), mais quinze des 100 premières entreprises sont dans les mains des Chinois<sup>42</sup>. Pékin joue à merveille de surcroît la carte historique, en faisant référence aux expéditions de Zheng He<sup>43</sup> et à la politique de non-

---

P., « L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux », in *L' Economie Politique*, n°38, 2/2008, pp. 7-28.

<sup>42</sup> Lafargue F., *La guerre mondiale du pétrole*, Ellipses, Paris, 2008, p.143.

<sup>43</sup> Les expéditions de Zheng He vers les côtes africaines au 15<sup>ème</sup> siècle (Dynastie Ming) sont ainsi décrites non pas comme une politique impériale ou de conquête, mais bien comme un échange diplomatique et commercial. Et la Chine continue à y faire référence encore aujourd'hui, exemple l'ambassadeur chinois en Afrique du Sud qui déclare en 2007 « Zheng took to the places he visited (in Africa) tea, chinaware, silk and technology. He did not occupy an inch of foreign land, nor did he take a single slave. What he brought to the outside world was peace and civilization. This fully reflects the good faith of the ancient Chinese people in strengthening exchanges with relevant countries and their people. This peace-loving culture has taken deep root in the minds and hearts of Chinese people of all generations» (cité dans Alden, C., *China in Africa*, Zed Books, London, New York, 2008, p.19).



colonisation. La Chine est en outre convaincue que son histoire récente avec l'Afrique (Conférence de Bandung 1955) forme les bases d'un partenariat stratégique fort. En jouant la carte des non-alignés sur le continent africain durant la Guerre froide, elle n'est pas aujourd'hui confrontée au passé troublant des puissances occidentales ou de la Russie. La Chine avait en outre pu compter sur les voix africaines lors de sa reconnaissance aux Nations Unies (siège permanent au Conseil de sécurité) au début des années septante. Elle estime dès lors bénéficier de fondements forts pour sa politique à l'égard du continent.

#### 4. ... et Hardpower

D'un point de vue militaire, Pékin envoie de plus en plus d'attachés<sup>44</sup> et renforce ses contacts de militaires à militaires. L'Afrique et la Chine coopère principalement dans les domaines suivants : le terrorisme, l'échange de renseignements, le crime organisé, le trafic de drogues et des armes légères. La Chine fait aussi donations de matériels et vend des armes<sup>45</sup>, mais cela reste assez limité par rapport aux autres puissances<sup>46</sup>. La Chine a signé des accords de fourniture de matériel militaire avec entre autres la Namibie, l'Angola, l'Erythrée, le Zimbabwe. La Chine forme également le personnel militaire de certains de ces pays. Entre 2003 et 2006, les ventes d'armes chinoises en Afrique correspondent à 15 % du total. Si ce chiffre n'est guère inquiétant ce qui l'est plus, ce sont le genre d'armes vendues sur le continent africain par les sociétés comme Norinco : les armes légères « *qui fournies à grande échelle se transforment en armes de destruction massive, comme dans la région des Grands Lacs ces quinze dernières années* »<sup>47</sup>.

---

La réalité apparaît toutefois plus complexe lire à ce sujet Richer, Ph, *L'offensive chinoise en Afrique*, Kartahla, Paris, 2008, chapitre 2.

<sup>44</sup> En 2007, il y avait des attachés militaires permanents que dans 15 pays.

<sup>45</sup> Michel, S., Beuret, M., *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008, p. 228.

<sup>46</sup> Shinn, D., « Military and Security Relations : China, Africa, and the Rest of the World », in », Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Brooking Institution Press, Washington DC, 2008, pp. 155-196.

<sup>47</sup> Michel, S., Beuret, M., *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008

Contrairement aux Américains et aux Français, la Chine n'a pas de bases militaires sur le continent africain. Cela étant, la mort d'ouvriers chinois, suite à des enlèvements, pousse la Chine à défendre ses intérêts économiques et aujourd'hui des sociétés de sécurité privées chinoises sont présentes au Soudan et probablement dans d'autres pays africains. Il est également intéressant d'observer que les contributions de forces chinoises aux opérations onusiennes se concentrent principalement sur le continent africain. La Chine participe aux missions onusiennes au Soudan (UNMIS), au Sahara occidental (MINURSO), en Côte d'Ivoire (UNOCI), en Ethiopie-Erythrée (UNMEE), au Libéria (UNMIL) et en RDC (MONUC). Comme dans d'autres régions du monde, elle exerce des pressions sur les Etats qui continuent à reconnaître Taïwan<sup>48</sup>. Un exemple récent est la reprise des liens diplomatiques entre le Tchad et la Chine, au détriment de Taïwan. Dans ce même contexte, elle tente d'influencer les pays africains, afin que ces derniers ne soutiennent pas la candidature du Japon au Conseil de sécurité en tant que membre permanent.

## 5. Développement des infrastructures au service de la géostratégie et géoéconomie

La plupart des projets d'infrastructures (en particulier routiers et ferroviaires) se font en fonction d'enjeux géoéconomiques. Il en est ainsi de la voie ferrée allant de Benguela (côte angolaise) à Dilolo (frontière avec le Katanga), voie que les Chinois aimeraient voir être reliée aux voies ferrées du Katanga, facilitant l'exportation des minerais via l'Angola (face atlantique), concurrençant les voies sud-africaines (Durban)<sup>49</sup>. Il faut également mentionner l'importance de l'Afrique australe, et en particulier le Mozambique et son port de Beira, voie d'exportation sur l'Océan Indien. La Chine, et surtout l'Inde, investissent dans la modernisation des infrastructures ferroviaires et routières du pays, l'objectif à long terme étant de relier l'Angola au Mozambique<sup>50</sup> (en

<sup>48</sup> En date de 2009, 4 pays reconnaissaient encore Taïwan. Il s'agit du Burkina Faso, de la Gambie, de Sao Tomé-et-Principe et du Swaziland.

<sup>49</sup> Vircoulon, Th., « La Chine, nouvel acteur de la reconstruction congolaise », in *Afrique contemporaine*, n°227, 3/2008, p. 112.

<sup>50</sup> Pays qui aurait des réserves de gaz intéressantes.

passant par la RDC, la Zambie, et le Zimbabwe) par voie ferrée et ainsi éviter le Cap<sup>51</sup>. Et la Chine promeut encore une troisième voie d'exportation via la Tanzanie, voulant relier la Zambie (Kapiri Mposhi) à la Tanzanie (Dar-es-Salaam) via la voie ferrée de Tanzam, longue de 1860 km<sup>52</sup>. Il n'est donc guère surprenant de voir la Chine s'intéresser aux îles Seychelles ou à Madagascar (chasse gardée traditionnelle indienne) comme points d'appui pour se projeter aussi bien sur le continent africain que dans l'Océan indien<sup>53</sup>.

Il apparaît évident que la présence chinoise sur le continent africain est avant tout motivée pour des raisons de *Realpolitik*. Pour T. Vircoulon, et nous le rejoignons : « *A travers son activisme économique et commercial, la Chine propose, en fait, une formule de développement fondé sur le secteur des infrastructures avec des visées commerciales de long terme (notamment minière) et inscrites dans une perspective régionale* ». C'est une « *stratégie de 'développement par le commerce et les infrastructures de transport'* »<sup>54</sup>.

## Conclusion

A travers cette analyse sommaire de la présence chinoise en Afrique, on observe que l'approche de la Chine envers le continent est multiple. Si l'économie est la première motivation, la politique chinoise est plus complexe et se construit sur le long terme : Pékin place ses pions sur le damier du jeu de Go en ayant recours à de nombreux moyens à sa disposition.

Cela étant, si la Chine a été accueillie les bras ouverts à la fin des années 90, une certaine méfiance s'est installée ces derniers temps par rapport aux desseins chinois. D'autant plus qu'il existe un vrai choc des cultures entre les populations locales et les Chinois, ce qui a parfois obligé la

<sup>51</sup> Lafargue F., *La guerre mondiale du pétrole*, Ellipses, Paris, 2008, p.63.

<sup>52</sup> Davies, M.I., « Special Economic Zones », in Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Brooking Institution Press, Washington DC, 2008, p. 146.

<sup>53</sup> Lire à ce sujet Tanguy Struye de Swielande, « Piraterie maritime: un nouveau rapport de force dans l'Océan indien ? », in *Notes d'analyse* de la Chaire Inbev Baillet - Latour sur les relations Union européenne - Chine (Université catholique de Louvain), numéro 1.

<sup>54</sup> Vircoulon, Th., « La Chine, nouvel acteur de la reconstruction congolaise », in *Afrique contemporaine*, n°227, 3/2008, p. 107.

Chine à adapter sa politique et faire preuve de plus de flexibilité et de réflexion.

Une autre conséquence de l'arrivée chinoise concerne la bonne gouvernance. En effet de plus en plus de pays, dont l'Inde, l'UE ou les Etats-Unis, abandonnent l'exigence de la bonne gouvernance afin de s'assurer certaines parts de marché face à la concurrence chinoise, ce qui risque d'avoir des conséquences catastrophiques sur le moyen terme pour le continent africain, lequel risque encore une fois de sombrer dans le chaos et le désordre, sans oublier le pillage de ses ressources.